

Interview avec Pascal Gentinetta

En mission pour la place économique suisse

■ Jürg Niederbacher, chargé Public Affairs, et Serge Pavoncello, rédacteur en chef de «denaris»

Pascal Gentinetta a été fraîchement nommé à la tête d'economiesuisse. Lors d'un entretien, il nous a exposé ses vues sur le rôle d'economiesuisse et de son intégration dans notre paysage économique et politique.

Monsieur Gentinetta, Comment jugez-vous vos relations avec les acteurs institutionnels de l'économie suisse comme par exemple la Banque nationale suisse ou la Commission de la concurrence?

Pascal Gentinetta: economiesuisse a en quelque sorte un rôle de plaque tournante entre les instances politiques et les entreprises que nous représentons. Dans ce contexte, nous cherchons à avoir des positions et un langage clairs. Nous incitons les partis à travailler dans une direction conforme à l'intérêt de la place économique suisse. Nous devons bien sûr trouver les bons arguments.

Nous déployons également nos efforts pour trouver les relais politiques nécessaires et orchestrer l'union des forces. Il est primordial que nous mettions en lumière les thèmes et les actions qui préoccupent directement les entreprises suisses. Si on trouve les réponses satisfaisantes, on favorise ainsi le développement de l'économie dans notre pays. Il y va de l'intérêt de tous, Confédération, grandes entreprises, PME et in fine toutes les personnes qui ont un emploi.

Quelles sont vos relations avec le monde académique?

Les relations sont excellentes. Il y a naturellement le débat d'idées.

Notre chef économiste, Rudolf Minsch, est par exemple chargé de cours à l'Université de St-Gall et le professeur Böckli, éminent juriste, a très activement participé à nos travaux sur la gouvernance d'entreprise en relation avec le «code of conduct». Nous coopérons également avec Avenir Suisse, le think tank de certaines grandes entreprises suisses.

Il est important d'avoir un contact étroit avec le monde de la recherche pour développer les visions de demain. Cela étant, notre souci premier est d'amener des améliorations concrètes dans la réalité économique quotidienne des entreprises.

Avez-vous beaucoup de contacts avec des institutions du type d'economiesuisse en Europe ou ailleurs?

Oui, dans ce domaine nous sommes également actifs. Nous avons des contacts réguliers avec nos homologues européens tels que le Medef (Mouvement des entreprises de France) dans le cadre de BusinessEurope, l'association faîtière européenne des milieux économiques dont nous faisons partie.

Cela nous permet, avec notre délégué à Bruxelles, d'avoir un œil très attentif sur les évolutions politiques et économiques de l'Union Européenne et leurs possibles répercussions sur la



Pascal Gentinetta, directeur d'economiesuisse

place économique suisse. Nous participons en outre aux travaux de l'OCDE dans le cadre de son organe consultatif ainsi qu'à ICC (International Chamber of Commerce) qui est partenaire des Nations Unies et traite de problèmes globaux.

Entre les différents acteurs économiques peuvent surgir facilement des conflits. Quel rôle en jouez-vous?

Dans plus de 90 pour cent des cas nous n'avons pas de divergences d'intérêt significatives. Si nécessaire, nous endossons alors le rôle d'arbitre et de modérateur pour tendre, si nécessaire, à un accord dans l'intérêt de tous. Nous appliquons le principe de subsidiarité et n'intervenons que si les branches impliquées ne parviennent pas à trouver d'elles-mêmes une solution. Notre analyse doit alors s'inscrire dans un contexte global, dépassant le cadre des intérêts particuliers et légitimes des différentes branches.

Vous en tant qu'expert de la fiscalité des entreprises, pensez-vous que nous avons une chance raisonnable de voir un jour la disparition de la double imposition et d'une manière plus générale, que pensez-vous de la situation fiscale en Suisse?

«Nous devons influencer le monde politique pour faire disparaître les charges administratives inutiles et réduire le formalisme ambiant de notre système fiscal. Tout particulièrement la TVA.»

La fiscalité est un thème central pour l'économie suisse. À ce titre, nous nous engageons par exemple pour que le principe d'exonération du gain en capital privé inscrit dans la loi soit clairement respecté et ne soit pas vidé de sa substance par une administration fiscaliste. En outre, nous sommes à l'origine des démarches ayant fait éclore la réforme fiscale visant à atténuer la double imposition des bénéficiaires. L'économie suisse a ainsi incité les cantons à entreprendre cette réforme. La plupart – en Suisse allemande – l'ont d'ores et déjà réalisée. La Suisse romande devra tôt ou tard suivre. Nous sommes d'ailleurs confiants que le peuple soutiendra cette réforme au niveau fédéral lors de la votation de février prochain. Il faut espérer que le peuple se montre sensible à l'intérêt que représente cette réforme pour les PME qui constituent les forces vives de notre économie (plus de deux millions de personnes y sont employées, ndlr).

D'une manière plus générale, il importe que la Suisse, en tant qu'État souverain, conserve totalement son indépendance fiscale par rapport aux pressions de Bruxelles, en particulier dans la fiscalité des entreprises et continue à améliorer ses conditions cadres de manière autonome et dans son propre intérêt.

Enfin, nous devons influencer le monde politique pour faire disparaître les charges administratives inutiles et réduire le formalisme ambiant de notre système fiscal. Je pense tout particulièrement à la TVA. Outre les mesures techniques incontestées, l'économie suisse s'est clairement positionnée sur ce sujet en faveur d'un taux unique et d'une réduction conjointe des exceptions. L'effet économique global en serait très positif et la simplification administrative y faisant suite permettrait aux entreprises de davantage se consacrer aux



Lors de l'interview pour «denaris» Pascal Gentinetta a exposé à Serge Pavoncello pourquoi la Suisse devrait conserver totalement son indépendance fiscale.

développements de leurs affaires plutôt que de remplir des formulaires.

En guise de conclusion, comment pourriez-vous résumer la philosophie d'action d'économie suisse?

Il est difficile de répondre à une telle question sans prendre le risque d'être un peu réducteur. Notre credo peut se résumer ainsi: continuer dans les réformes fiscales, diminuer le formalisme, maintenir la discipline financière, poursuivre les réformes nécessaires dans l'AVS et l'assurance invalidité, réduire la régulation, donner plus de moyens à la formation, davantage de concurrence dans les infrastructures telles que la poste, les hôpitaux ou l'énergie, secteurs largement sous monopole. À plus long terme nous ne devons pas oublier de prêter attention à la problématique de la pénurie énergétique ainsi qu'à une politique climatique efficace économiquement et coordonnée sur le plan international.

Pour affronter les grands défis de demain, notamment la montée en puissance de pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, notre économie, ouverte sur le monde, a en outre de

bonnes armes: elle a la particularité d'être bien diversifiée, que ce soit entre grandes entreprises «global players» et un tissu de PME exportatrices et performantes, ou entre les différents secteurs de pointe qui couvrent un large spectre. Notre économie sort finalement gagnante de la globalisation.

Nous avons beaucoup d'atouts, mais cela implique aussi des responsabilités et un travail quotidien. Nous devons tout mettre en œuvre pour préserver les caractéristiques compétitives de notre économie, notamment en améliorant continuellement nos conditions-cadre.

Pascal Gentinetta est valaisan d'origine et genevois d'adoption. Études supérieures à l'Université de St-Gall, doctorat en économie. Début de son parcours professionnel auprès du département fédéral des finances, alors dirigé par le Conseiller fédéral Kaspar Villiger. Entrée à l'économie suisse en 1999 dans le domaine de la fiscalité.